

BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Missions pour le quinquennat

Assurer une **alimentation sûre, saine, durable et accessible à tous**

Réussir la **transition agro-écologique** des systèmes agricoles et des exploitations

Améliorer la répartition de la valeur ajoutée au sein de la chaîne « agriculteur-transformateur-distributeur »

Attractivité de l'enseignement agricole et renouvellement des générations pour assurer la souveraineté alimentaire de la France

Former 200 000 étudiants et apprentis dans les métiers de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du paysage et des services

Conforter **la recherche et l'enseignement supérieur dans l'alimentation, l'agriculture, l'environnement et les sciences du vivant**

Les actions en quelques mots

Il faut **réconcilier** les urbains et les ruraux, les agriculteurs et les citoyens

La transition vers **l'agro-écologie** est irréversible

Les paysans veulent vivre de leur rémunération, pas des subventions

Les mesures concrètes

Organisation des Etats Généraux de l'Alimentation de juillet à décembre 2017 qui ont rassemblé, pour la première fois, des représentants des agriculteurs, des transformateurs, des distributeurs, de la société civile et des consommateurs

Publication le 2 novembre 2018 de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous :

Un nouveau cadre de relations commerciales avec les agriculteurs

L'objectif de 50% de produits bio, locaux, écologiques dans la restauration collective en 2022 et les caractéristiques des produits concernés

L'objectif de développement de l'agriculture biologique : 15% de la surface agricole en 2022

Renforcement des contrôles des négociations commerciales fin 2018 pour s'assurer de la mise en œuvre de la loi et d'une rémunération plus juste des agriculteurs

Mise en œuvre du relèvement du seuil de revente à perte et de l'encadrement des promotions sur les produits alimentaires pour rééquilibrer les négociations commerciales

Transformation des filières agricoles pour répondre aux attentes des consommateurs, créer la valeur par la montée en gamme, via les plans de filières, lancés début 2018

Expérimentation de la surveillance vidéo dans les abattoirs et dans les abattoirs mobiles

Volet agricole du Grand Plan d'Investissement doté de 5 milliards d'€ pour accompagner la transition agro-écologique et les industries de transformation

Expérimentation sur l'étiquetage nutritionnel « Nutriscore » lancée en novembre 2017

Création du comité national de la restauration collective avec l'ensemble des partenaires

EGA :

5 mois

de travail

14 ateliers nationaux thématiques

ayant réuni plus de 700 participants

Une consultation publique avec

156 000 visiteurs

17 000 contributions déposées

74 évènements territoriaux

61% des établissements de restauration collective proposent des produits bio

en 2018

35 millions d'€ du programme européen « Lait et fruits ans les écoles »

pour accompagner l'objectif de 50% de produits bio, locaux, écologiques dans la restauration collective en 2022

111 projets alimentaires territoriaux soutenus financièrement

116 marques engagées dans le Nutriscore

45 460 exploitations engagées

dans une démarche reconnue de réduction des produits phytosanitaires ou de sortie du glyphosate

2 millions d'hectares cultivés en agriculture bio

en 2018, soit la 3^e superficie d'Europe

+17 % des terres cultivées

en agriculture biologique entre 2017 et 2018

6 000 conversions d'exploitations

en 2018

+15% d'aliments bio

vendus en France

2,2 millions de jeunes utilisateurs de Snapchat

ont vu la campagne de l'enseignement agricole "L'aventure du vivant" (19 millions d'impressions)

Séparation des actions de vente et de conseil sur l'utilisation des produits phytosanitaires au 1er janvier 2021 et réforme du conseil aux agriculteurs

Déploiement du site www.glyphosate.gouv.fr pour diffuser les bonnes pratiques et suivre la réduction de l'utilisation du glyphosate et des pesticides dans les exploitations agricoles

Saisine de l'Anses et de l'Inra pour définir les conditions de la sortie du glyphosate et les alternatives disponibles pour les agriculteurs

Engagement de 42 partenaires dans le « Contrat de solutions » pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et sortir du glyphosate

Pour protéger les abeilles, **mise en œuvre de l'interdiction des pesticides « néonicotinoïdes »**

Obligation d'étiquetage du miel et des pays d'origine à compter de 2020

Lancement d'une grande campagne de promotion de l'enseignement agricole **« L'aventure du Vivant »**

À retenir sur les 12 derniers mois

Organisation des Etats Généraux de l'Alimentation

Mise en œuvre de la loi EGALIM

Transition agro-écologique et plans de filières

L'impact du grand débat sur notre action

La conviction qu'il faut **renouer le lien entre les territoires**, avoir de la considération pour les habitants de la ruralité

L'amélioration du pouvoir d'achat des classes moyennes est une clé de la cohésion nationale, en particulier de la rémunération des agriculteurs

Les priorités pour 2019

Améliorer le revenu des agriculteurs à travers le suivi des plans de filières, le contrôle des relations commerciales et la mobilisation des opérateurs

Accompagner les agriculteurs et simplifier la vie des usagers dans les territoires

Tenir les engagements en matière de **diminution des produits phytosanitaires, de sortie du glyphosate et de transformation** vers des modèles agricoles plus résilients et durables

Renforcer le maillage territorial des vétérinaires et préserver le maillage des lycées agricoles sur le territoire

Lancer un plan national sur les abattoirs, fixes et mobiles, afin de préserver des outils de proximité et d'accompagner la montée en gamme dans les territoires

Renforcer le bien-être animal et la lutte contre la maltraitance et communiquer positivement sur le métier d'éleveur

Déployer des projets alimentaires territoriaux et accompagner la restauration collective scolaire pour permettre à chaque élève de découvrir des produits de qualité, bio et durables

Préparer le Brexit dans les secteurs de la pêche maritime et des contrôles sanitaires

Négocier une Politique Agricole Commune plus simple, plus proche, plus durable

Rénover les formations de l'enseignement agricole pour accélérer la transition agro-écologique

Création de l'Institut National de Recherche Agronomique et Environnementale